

aujourd'hui d'aller dans le bureau d'assurance-chômage à Sherbrooke, à Lévis, à Trois-Rivières, et de voir 40, 50, 60 jeunes hommes de 25, 30 ou 35 ans remplir de petites cartes d'assurance-chômage. C'est tout un avenir cela, monsieur le président, dans un pays.

Il est certain qu'il faut de la sécurité sociale, mais nous avons dans ce pays un esprit négatif. J'écoutais tantôt un discours d'un de mes vis-à-vis qui m'a plu. Il disait qu'on a construit un grand chemin de fer pour unir ce pays. Monsieur le président, on travaillait alors. Si l'on veut bâtir notre pays, il faut encourager le travail. Les Canadiens ne manquent pas d'imagination.

Comme je le disais tantôt, on va donner 1 milliard 300 millions en prestations d'assurance-chômage à des travailleurs en chômage, contre lesquels ces travailleurs ne fourniront aucun effort pour leur pays. Je ne parle pas des efforts pour se trouver de l'emploi, je parle de travail.

Toutes les municipalités du Québec sont endettées «jusqu'au cou», n'ont pas d'argent pour payer la main-d'œuvre pour réaliser des projets communautaires ou des projets précis, comme l'aménagement d'un parc, le reboisement, l'aménagement des abords d'une rivière ou le nettoyage de la ville. Les Canadiens font preuve d'une très grande imagination, particulièrement les jeunes. On n'a qu'à lire toutes les propositions qui viennent de nos circonscriptions respectives dans le cadre des programmes d'Initiatives locales ou de Perspectives-Jeunesse. Cela prouve que les jeunes veulent créer quelque chose au Canada, cela prouve que ce ne sont pas les besoins qui manquent, mais l'argent. On engouffre libéralement dans le chômage, pour ne rien produire, 1 milliard 300 millions de dollars.

Monsieur le président, et je le répète, il ne s'agit pas là d'une proposition du parti Crédit Social du Canada. Ma proposition, ce n'est pas la fin du monde non plus, mais je vais certainement me battre un bon bout de temps pour la faire accepter. Qu'on interroge tous nos chômeurs qui sont en chômage, non pas par maladie, mais par manque de travail, ou bien parce qu'ils ont quitté volontairement leur emploi à cause de mauvaises conditions de travail! Ces chômeurs, monsieur le président, ne sont pas heureux de cette situation. Ils sont prêts à se retrousser les manches et à travailler pour la collectivité. Demandons à ces chômeurs, par un système quelconque, de se rapporter soit au gérant municipal ou à un autre organisme, et en retour de 10, 15 ou 20 heures de travail par semaine, ces chômeurs devenus fiers auront le sentiment d'avoir gagné leurs prestations, auront pu contribuer à améliorer la collectivité, grâce à un travail où on aura pu penser. En retour, monsieur le président, notre société sera heureuse, moi le premier, de leur payer des prestations parce qu'ils les auront méritées.

Monsieur le président, voilà l'esprit dans lequel je voudrais qu'on travaille à la Chambre, un esprit positif. Et si on veut que nos travailleurs canadiens et nos chômeurs aient un esprit positif, il faut avoir le courage de se lever à la Chambre et de commencer à laisser sentir cet esprit, il faut que cela déborde de positif.

Dans Lotbinière, j'ai eu sur mon bureau des projets d'Initiatives locales pour plus de deux millions de dollars la saison dernière. Nous avons \$288,000. Donc, on a accepté peu de projets, de très bons projets, parce que nous avons utilisé le système de consultation, mais peu. Pourquoi? Parce qu'il manquait d'argent. En même temps, on a payé je ne sais pas combien de centaine de milliers de dollars dans la circonscription en prestations d'assurance-chômage.

Droit fiscal

Monsieur le président, les chômeurs veulent travailler. C'est au gouvernement, c'est à l'opposition, c'est à nous tous ensemble de nous serrer les coudes et de penser un mécanisme quelconque pour utiliser à bon escient nos travailleurs, non pas nos chômeurs, nos travailleurs, parce que je ne les qualifie pas de «chômeurs», ce sont des gars qui veulent travailler, c'est l'infime minorité qui profite du système, monsieur le président, parce que les travailleurs ont besoin de travailler à cause de la hausse du coût de la vie.

Quand bien même la Commission d'assurance-chômage viendrait me dire qu'il y a beaucoup de fraude, monsieur le président, ils ont, pour employer une expression du très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), «royalement menti». C'est la minorité, l'infime minorité qui fraude l'assurance-chômage. Les autres veulent travailler, ont du mal à toucher leurs prestations, et ont hâte de retourner sur le marché du travail. Et dans le même temps, on n'a pas d'argent dans nos villes, nos municipalités, pour bâtir, pour réaliser les projets.

Eh bien, monsieur le président, je dis que là on utiliserait vraiment les taxes des contribuables. C'est beau taxer les gens grâce au bill C-49, comme on veut le faire, seulement qu'est-ce qu'on fera avec cet argent? Est-ce que cela va contribuer à bâtir notre pays, ou à rasseoir certains, ou quelque centaine de milliers de nos concitoyens canadiens?

Monsieur le président, voilà des questions que je voulais lancer dans ce débat, questions qui j'espère, ne tomberont pas dans des oreilles de sourds, mais dans de la bonne terre fertile, pour qu'elles puissent grandir.

Je sais que je suis le porte-parole sérieux de mes concitoyens lorsque je parle de cela. Je l'ai répété à cinq endroits différents dans ma circonscription, devant des clubs sociaux, devant des travailleurs et des ouvriers, et devant des chômeurs, pendant le temps des Fêtes. Je leur ai parlé de cette idée, et ils sont unanimes, monsieur le président, ils trouvent cela formidable. Les gens de chez nous sont prêts à donner leur nom, ils sont prêts à travailler pour leur communauté, ils sont prêts à penser des projets, parce que nous avons des besoins, chez nous comme ailleurs. Ils sont prêts à retrouver leurs manches et à travailler, à faire un effort pour leur communauté. Cependant, ils veulent être respectés par le système.

Ces travailleurs-là, d'autre part, veulent être respectés par les gouvernements, par les ministères, et surtout par les fonctionnaires. Ils ne veulent pas être reçus par les fonctionnaires comme un chien dans un jeu de quilles, ils veulent être respectés. Et je pense qu'ils ont raison de vouloir être respectés par les fonctionnaires, puisque ceux-ci ne sont là finalement qu'à titre d'employés, pour servir et appliquer les lois.

Monsieur le président, j'estime que le ministre des Finances a un rôle extrêmement important à jouer là-dedans. On vit dans une situation d'inflation, où les prix sont hors de contrôle. On vit dans une situation économique où c'est l'incertitude, le monde du travail est perturbé en général, des gens en profitent, d'autres en abusent. On vit dans un système économique où les importations nous étouffent. Monsieur le président, mettons de l'ordre à notre économie, donnons la priorité aux Canadiens.

Monsieur le président, mettons de l'ordre dans notre économie, donnons la priorité aux Canadiens, commençons par encourager l'industrie canadienne avant d'encourager celle des étrangers, et encourageons donc notre main-d'œuvre canadienne à travailler. A ce moment-là, monsieur le président, il ne fera pas mal au cœur des Cana-